

banza, Kuyigi, Muramvya et Njumbura  
maire. «Nous sommes venus ici pour clô-  
turer les activités de distribution du ma-

2023 à Kirundo. La raison pour laquelle  
nous avons distribué ce matériel est d'at-  
tention n'étant pas bien protégé surtout contre

**SENAT** > Caucus des parlementaires burundais sur les flux financiers illicites et fiscalité

# Le Burundi doit se joindre aux autres pays africains dans la lutte contre les flux financiers illicites

Sous l'égide du président du Sénat du Burundi Emmanuel Sinzohagera, le sénat du Burundi en collaboration avec le réseau des parlementaires africains sur les flux financiers illicites et la fiscalité et le réseau pour la justice fiscale en Afrique a procédé dans l'avant midi du vendredi 29 mars 2024 à Kiriri garden hotel au lancement officiel d'un caucus des parlementaires burundais sur les flux financiers illicites et fiscalité.



La mise en place de ce caucus est un pas à saluer dans la lutte contre la corruption et les flux financiers illicites (Photo Léopold Maroha)

**L**e Sénat du Burundi en collaboration avec le réseau des parlementaires africains sur les flux financiers illicites et le réseau pour la justice fiscale en Afrique a procédé au lancement officiel du caucus des parlementaires burundais sur les flux financiers illicites et la fiscalité. Dans son allocution d'ouverture de cet atelier, M. Sinzohagera a indiqué que le Sénat du Burundi, dans ses prérogatives de contrôle de l'action gouvernementale, est disposé à prendre des mesures requises pour améliorer des ressources fiscales et la gestion des finances publiques à travers une législation appropriée et une sensibilisation accrue de la population pour bannir la fraude fiscale. M. Sinzohagera a ainsi sollicité ces organisations interafricaines à renforcer les compétences des parlementaires burun-

dais en matière de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale.

Au cours de cet atelier qui a réuni plusieurs organisations œuvrant au Burundi, les échanges se sont focalisés sur les problèmes clés liés aux flux financiers illicites en Afrique et à la justice fiscale ainsi que sur le rôle des parlementaires dans cette lutte. Tshabalala Litchfield Khanyisile, présidente du réseau parlementaire africain sur les flux financiers illicites et la fiscalité (AP-

NIFFT), dans son intervention, a invité les parlementaires burundais à aimer le pays plus que leurs partis politiques et que c'est par là que ce pari sera gagné. Pour Gabriel Rufyiri, président de l'Olucome, c'est un pas à saluer dans la lutte contre la corruption et les flux financiers illicites car, avec ce caucus des parlementaires qui vient d'être mise en place et qui travaillera en collaboration avec d'autres caucus des parlementaires africains de différents pays, cette lutte

sera de plus en plus facile. M. Rufyiri a indiqué qu'au paravant c'était difficile car peu de parlementaires s'y intéressaient.

A la fin de cet atelier, Spès Caritas Njebarkanuye a été élue à la tête du caucus des parlementaires burundais sur les flux financiers illicites et la fiscalité. Les cérémonies se sont clôturées par la remise des cadeaux aux invités de marque.

Léopold Maroha

Lundi 1er Avril 2024

Le Renouveau Quotidien burundais d'informations